

De quoi devons-nous avoir peur?

What's Wrong with Terrorism, de Robert E. Goodin. Polity Press, 246 p.

Christian Nadeau

Numéro 212, janvier–février 2007

Islam, islamisme, terrorisme : un amalgame inquiétant

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/10457ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau, C. (2007). De quoi devons-nous avoir peur? / *What's Wrong with Terrorism*, de Robert E. Goodin. Polity Press, 246 p. *Spirale*, (212), 35–37.

vie, l'ennemi est ailleurs. C'est-à-dire qu'il est ailleurs que là où on le dit, mais c'est dire aussi que le lieu qu'on lui attribue (dedans ou dehors, devant ou derrière) est partie prenante de son devenir-ennemi, de son être-ennemi. Où est l'ennemi? Il n'est pas où on le dit (et il est encore moins celui que l'on dit). Ceci précisément parce que l'un se garde toujours de l'autre. L'ennemi, pour le dire en un mot familier, c'est moi. Ou encore : l'ennemi, c'est l'État moderne.

C'est que, écrit Bounan, « le système bipartite du terrorisme et de la protection est d'une monstrueuse efficacité pour gouverner les hommes selon les exigences d'un pouvoir asservi aux lois économiques ». De fait, à lui seul, « le terrorisme est une arme redoutable dans les mains d'un État moderne ». Arme et outil de gouvernance, le terrorisme est moins « la société contre l'État » dont parlait Pierre Clastres que l'État contre la société et la société contre elle-même. Nul besoin d'embrasser quelque théorie conspirationniste (même s'il semble urgent d'y être attentif : on se souvient de l'incendie du Reichstag, ou du Golfe du Tonkin) pour constater soit « une excessive stupidité des terroristes » (ainsi qu'une « incompétence extravagante des services spécialisés »), soit une « inefficacité quasi totale selon les critères politiques affichés par les terroristes eux-mêmes ». Car, insiste Bounan, contrairement à ce qu'on raconte, les mouvements terroristes n'ont jamais eu de succès, ou plus précisément, jamais ils n'ont eu le succès apparemment escompté. Jamais « ils n'ont atteint [...] aucun des objectifs qu'ils prétendaient s'être fixés, mais ils ont obtenu, en revanche, le renforcement des contrôles policiers et le vote de lois répressives contre la population de leurs pays respectifs » et d'autres pays également.

Tout se passe au contraire comme si le terrorisme amenait la société (ou un certain segment de la société) vers des buts qu'elle poursuivait auparavant sans parvenir à les réaliser. Toutefois, en soulevant la question de la divisibilité de la souveraineté (« Cette forme de terrorisme

reste incompréhensible pour qui croit fermement que la classe dirigeante d'un pays ou d'une époque forme une unité indissociable et totalement solidaire »), Bounan ne nie pas qu'il y ait des terroristes. Il dit seulement, avec Hegel, que la société vise certains intérêts, suivant une intention plurielle mais déterminée, en produisant ce qui, en elle, s'oppose à elle. Est-ce là la « vérité » de ses buts? La question est de moins en moins pertinente aujourd'hui. Bounan va ainsi plus loin que Hegel quand il examine non pas la façon dont le terroriste est « engendré » ou « créé » mais bien comment au cours du XIX^e et du XX^e siècles il fut armé, manipulé et médiatisé. Ce projet de gouvernance ou de dominance (même s'il est loin d'être toujours victorieux), d'aucuns pourraient y lire comme une moderne pulsion de mort (sorte de complexe « Frankenstein », complexe du créateur cherchant sa propre mort à travers sa créature mortelle-immortelle, c'est-à-dire, fatale). Bounan nous rappelle en effet que « le triomphe de l'économie aboutit nécessairement à l'impasse suivante : ses succès détruisent les conditions mêmes de la vie [...], le monstre économique meurt de son propre succès ». À moins qu'il ne s'agisse d'une logique autre, qui consisterait à pousser au plus loin ce que Marx désignait comme « la notion sociale la plus haute de la société bourgeoise », soit : la sûreté. L'État, lui, est avant tout — et de plus en plus — un État sécuritaire. Avec la société et ses médias, il est gouverné par la terreur et il gouverne par elle. ●

De quoi devons-nous avoir peur ?

WHAT'S WRONG WITH TERRORISM de Robert E. Goodin

Polity Press, 246 p.

par CHRISTIAN NADEAU

Selon Robert Goodin, auteur de très nombreux ouvrages en philosophie politique théorique et appliquée, on ne doit pas associer le terrorisme uniquement à ce que nous dénonçons comme tel selon nos valeurs particulières. Le terrorisme ne peut pas être seulement ce qui s'oppose à moi et contre quoi j'aurais une supériorité morale en raison de la prétendue universalité de mes propres principes. Le terrorisme, nous dit Goodin, est d'abord et avant tout une stratégie qui consiste à utiliser la terreur pour des avantages politiques. Il peut y avoir différentes interprétations ou variantes de cette stratégie, mais toutes répondent à cette définition. Ce n'est ni le tort commis à des victimes innocentes, ni la violence politique en soi, encore moins une catégorie particulière d'individus (les combattants illégaux) qui constituent le propre du terrorisme, mais une fin politique, et l'instrument utilisé en vue de cette fin, soit la terreur.

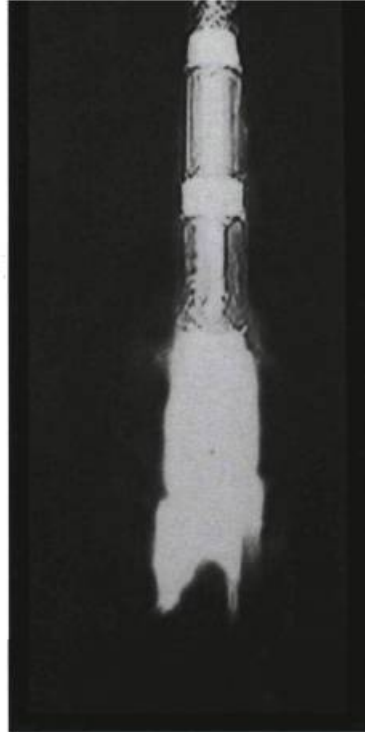
Dans son livre, l'auteur remet en cause le cadre normatif des théories de la guerre juste, en fonction duquel on pose généralement le problème du terrorisme et dont Michael Walzer est l'un des représentants les plus connus (*Guerres justes et injustes*, Gallimard, 2006 [1977]). Selon cette théorie, que Goodin n'entend pas remettre en cause en bloc, un acte de terrorisme est injuste parce qu'il vise des victimes innocentes. Le terroriste ne reconnaît aucune règle morale. Toute personne peut faire l'objet de ses attaques, tant et aussi longtemps que cela sert ses buts d'une manière ou d'une autre. En ce sens, nul n'est besoin d'un lien fort entre la cible réelle du terroriste et sa cible politique. Si la mort de

civils innocents est nécessaire pour un objectif donné, la libération de l'Irlande du Nord par exemple, le lien entre ces civils et les objectifs politiques n'a pas à être direct. Il est même possible qu'aucun lien ne soit visible *a priori*. Il s'agirait dans ce cas, dans l'optique du terroriste, selon la définition donnée plus haut, tout au plus d'une erreur de stratégie, et non d'une faute morale. Le but étant d'instaurer la terreur en vue d'objectifs politiques, tout sera pensé en termes de relation adéquate entre la fin et le moyen.

Ce qui, dans la théorie de la guerre juste, fait du terrorisme une chose condamnable est l'absence de considérations morales intervenant dans ce rapport entre les moyens (ce qui ferait l'objet, dans les théories de la guerre juste, du *jus in bello*, du droit au sein de la guerre) et les fins (ce qui ferait l'objet du *jus ad bellum*, des conditions de légitimité de l'entrée en guerre). Dans certains cas, le modèle de la guerre juste est utilisé par analogie : le terrorisme n'est pas vu comme une violence parallèle à un conflit militaire, mais comme une forme de violence politique équivalente, en temps de paix, aux crimes de guerres.

Selon Goodin, la théorie de la guerre juste offre un modèle normatif inadéquat pour penser le terrorisme. D'une part, on pourrait très bien concevoir que des victimes du terrorisme ne soient pas innocentes. Rien ne nous oblige à penser que le concept même de terrorisme renferme l'idée selon laquelle de tels actes ne visent que les seules personnes innocentes. Certes, on pourrait répondre que si le terrorisme ne vise pas seulement des personnes innocentes, il ne s'agit plus de terrorisme, mais de guerre. Dans une guerre, l'ennemi n'est pas innocent. Il est au moins coupable d'être mon ennemi, ce qui n'est pas nécessaire dans le cas du terrorisme. À cela, Goodin répond que toute victime d'un meurtre est elle aussi innocente. Quelle différence morale y a-t-il entre la victime d'une attaque terroriste et celle d'une bande de criminels armés? Certainement pas l'innocence de la victime, car les victimes sont innocentes au même titre dans les deux cas.

D'autre part, il est difficile de savoir qui exactement est innocent et qui ne l'est pas. L'innocence n'est pas un statut accordé en fonction de l'identification de l'agent agresseur, sans quoi nous ferions face à un grave problème de circularité. Qui sont les terroristes? Les agents coupables d'agressions politiques contre des personnes innocentes. Qui sont les personnes innocentes? Les personnes victimes d'actions perpétrées par des agents coupables d'agressions politiques. Selon Goodin, si on se refuse à cette circularité, on ne peut pas non plus statuer dans le ciel des idées sur l'innocence d'une personne. Rares sont les victimes complètement innocentes, encore moins dans les yeux du terroriste, pour qui un ennemi n'est pas innocent. Qu'une personne soit très indirectement liée à un objectif politique ne suffit pas à justifier un acte de terrorisme contre elle. Les centaines de personnes décédées dans les tours jumelles le 11 septembre 2001 étaient



Afshin Matlabi, ADM (**Armes de destruction massive**), (Montréal, arts interculturels, 2005). Animation vidéo en 3 parties, QuickTime Movie : **Jeehad** (51 secondes), **Al-Fath** (58 secondes), **Sheehab** (59 secondes)

en majorité de nationalité américaine. Cela ne suffit pas à justifier un acte aussi abject. Mais cela ne suffit pas à qualifier l'acte de terroriste du seul fait que l'on considère ces victimes comme innocentes. Sans quoi, il faudrait voir une différence qualitative majeure entre l'acte terroriste perpétré contre le Pentagone et celui perpétré contre le World Trade Center. S'il y a, pense Goodin, une différence, elle n'est pas liée au phénomène du terrorisme en soi. Car si tel était le cas, nous pourrions dire qu'un acte d'agression aussi terrible que celui du 11 septembre aurait pu être justifié si les faits avaient été différents. Or, rien ne justifie une telle chose, mais comme on le verra plus loin, rien ne justifiait non plus les bombardements de Dresde ou de Tokyo. Pour Goodin, que les victimes de ces attentats aient été innocentes ne change rien au fait que ces actes ont été commis pour instituer la terreur à des fins politiques. C'est ce moyen particulier, la terreur, qui modifie l'appréciation morale que nous pouvons avoir du terrorisme, quels que soient ses objectifs par ailleurs.

Le terrorisme comme stratégie politique

Le terrorisme produit des crimes collectifs. Il s'agit bien là d'une grave atteinte à nos principes moraux les plus fondamentaux. Mais ce n'est pas là la spécificité du terrorisme. Pour Goodin, le terrorisme n'est pas une idéologie, comme l'anarchisme par exemple, ni une psychopathologie : un terroriste n'est pas nécessairement un grand malade, ni même un partisan d'une forme quelconque de violence révolutionnaire. La définition du terrorisme réside dans l'idée selon laquelle certaines fins politiques demandent l'usage de la terreur. Le propre du terrorisme est la terreur. On conserve ainsi un élément fondamental des définitions habituelles du terrorisme, l'idée de la terreur, en la séparant de l'idée selon laquelle cette terreur doit viser des innocents. On sait qu'il nous faut écarter cet élément de la définition du terrorisme car il nous induit en erreur. En revanche, quelle valeur peut-on accorder à une définition du terrorisme réduite à ce truisme : le terrorisme est l'usage de la terreur pour des fins politiques?

L'élément central ici est celui de la terreur, ou plus précisément de la peur. La violence est secondaire par rapport à la peur, car la première n'a de sens qu'en raison de la seconde. Il faut insister : la peur n'est pas le plus grave problème moral lié au terrorisme. La mort de centaines de personnes pèse plus lourd dans la balance morale que la peur qu'elle instaure chez les survivants d'une attaque suicide. Mais le propre du terrorisme réside dans la terreur, et non dans la violence, fût-elle politique.

Quel lien pouvons-nous maintenant établir avec la première partie de notre recension ? Un des points forts du livre de Goodin réside dans le fait de déplacer notre point de vue sur l'agent du terrorisme. Ce n'est plus l'agent qui qualifie l'acte, mais l'inverse. Si le terrorisme consiste à effrayer une population pour des fins politiques, cette définition s'applique quel que soit l'agent de cette action et quelle que soit la victime. Pour Goodin, cela signifie que des États, et pas seulement des entités infra-étatiques, comme on a l'habitude de le croire, peuvent commettre des actes terroristes. Ils peuvent même être terroristes vis-à-vis leur propre population, car la citoyenneté des victimes ne change rien à l'affaire.

Maintenant, supposons, comme le fait Goodin, qu'une entité politique, disons le gouvernement du Ubuland, pays imaginaire dirigé par le Père Ubu, utilise une violence politique sans en être la cause directe. Supposons qu'un groupe séparatiste, nommons-les les Contr'Ubu, commette un acte terroriste dans le but d'effrayer la population afin qu'elle fasse pression sur le Père Ubu pour lui faire accepter la sécession des Contr'Ubuistes. Loin de satisfaire leur demande, le Père Ubu profite de l'occasion pour proposer de nouvelles mesures lui accordant des pouvoirs exceptionnels. Le Père Ubu n'est pas l'auteur de la terreur, mais il en fait très certainement un usage politique, celui d'augmenter les pouvoirs exécutifs et de suspendre indéfiniment le pouvoir législatif. Il ne s'agit toutefois pas de mettre sur le même plan l'usage de la violence dont nous sommes la cause et l'usage d'une violence dont nous ne sommes pas directement responsables. Mais si ce qui compte est l'usage de la violence, on ne peut pas négliger, sur le plan moral, un usage de la terreur qui tombe bien en regard de notre agenda politique. On peut aussi imaginer, sans s'éloigner du plausible, un usage de la terreur en vue d'imposer ses vues sur un autre État, la violence domestique étant alors attribuée à des causes extérieures et justifiant une intervention à l'extérieur du territoire. On ne confond pas nécessairement pour autant crimes

de guerres et actes de terrorisme, même si les deux peuvent parfois se rapprocher, comme c'est probablement le cas pour les bombardements de Dresde et de Tokyo.

Impossible de passer en revue chacune des étapes de l'argumentation de Robert Goodin dans cet ouvrage toujours clair, détaillé et accessible à toute personne de bonne volonté. Aucune connaissance philosophique n'est nécessaire au préalable et l'usage du jargon des philosophes se comprend aisément dans le contexte de l'argumentation. Un mot toutefois sur le chapitre final, intitulé « *Terrorizing Democracy* ». Que l'usage de la terreur soit le fait d'agents violents ou non, l'effet de la terreur n'est que trop réel sur le plan politique, car il paralyse les capacités démocratiques d'une société. La terreur court-circuite toute forme de délibération et de réflexion rationnelle menée à plusieurs, chacun restant sur ses gardes, effrayé par la simple idée d'une confrontation démocratique avec autrui. Il s'agit d'une grave faute morale dont la responsabilité incombe aux auteurs des violences politiques, mais elle incombe aussi aux acteurs de la démocratie qui détruisent cette dernière en la minant de l'intérieur. Sans leur collaboration, la terreur aurait un effet, alors qu'avec leur collaboration, elle devient institutionnalisée. ●

De la « vraie » nature des groupes « terroristes » : regards croisés sur le Hezbollah libanais

LE HEZBOLLAH — UN MOUVEMENT ISLAMONATIONALISTE de Walid Charara et Frédéric Domont
Fayard, 304 p.

IN THE PATH OF HIZBULLAH de Ahmad Nizar Hamzeh
Syracuse University Press, 196 p.

HEZBOLLAH : BORN WITH A VENGEANCE de Hala Jaber
Columbia University Press, 240 p.

par MARIE-JOËLLE ZAHAR

Analystes et praticiens ne s'entendent pas sur les résultats de la conflagration qui a embrasé le Proche-Orient à l'été 2006. Tous admettent néanmoins que le Hezbollah s'est imposé comme un acteur incontournable. Mouvement terroriste selon les États-Unis et Israël, le Hezbollah est autrement perçu par ses supporters qui lui attribuent la libération du Sud-Liban et le dépeignent comme un mouvement social. Quel est donc ce mouvement, seule faction arabe réputée avoir tenu la machine militaire israélienne en échec ? Quelle est cette organisation à laquelle on impute des actes terroristes — dont l'enlèvement de ressortissants occidentaux au Liban et les attaques à la voiture piégée qui ont coûté la vie à plus de 200 *marines* américains déployés au Liban dans le cadre de la Force multinationale ?

Aux sources du Hezbollah

S'ils reconnaissent que l'origine du Hezbollah se situe à l'intersection de confluences locales, nationales, régionales et internationales, les auteurs recensés ne sont pas d'accord sur le poids relatif à accorder aux unes et aux autres. Pour Ahmad Nizar Hamzeh, deux facteurs se détachent du lot : la crise identitaire de la communauté chiite, victime d'oppression et de persécution au travers de son histoire, et le déséquilibre structurel, soit la marginalisation sociopolitique et économique des chiites libanais. Walid Charara et Frédéric Domont